

## Sommaire

Rappel : sans plus, mais pas moins : rédaction de "Rassemblement à Gauche", page 2  
Préparons la réunion du 8 avril ! : Robert Duguet, page 2  
Adresse aux sectaires... : Amaury Couderc, page 3  
La liste Hue-Fraisse n'est pas notre liste: Gauche communiste du PCF, pages 3 et 4  
Où va l'éducation nationale dans le cadre de l'union européenne : débat public, page 4  
L'Europe libérale est bien l'Europe social-démocrate... : Bernard Fischer, pages 4 et 5  
Dur d'ur ! : Gérard Grandamme, pages 5 et 6  
L'Europe en question : Amaury Couderc, page 6  
Réunion des lecteurs de "Rassemblement à Gauche" : pages 7 et 8

# RASSEMBLER À GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR  
"RASSEMBLER A GAUCHE"

Dispensé de timbrage

# R.A.G

LE CLOS BOISSY-SOUS-YON 91790  
CPPAP 11077 - ROUTAGE 206

### Comité de Rédaction

David Bodet, militant LCR  
Cyrille-Robert Broux, militant des Verts  
Anne-Marie Cartolaro, militante Ras l'front  
Amaury Couderc, militant socialiste progressiste  
Françoise Deson  
Jean Deson, militant des Verts  
Michelle Dospital, militante associative  
Robert Duguet, militant socialiste progressiste  
Emile Fabrol, militant PCF (gauche communiste)  
Bernard Fischer, militant associatif  
Michel Galin, militant syndical  
Gérard Grandamme  
Serge Guichard, militant du PCF  
Vincent Huet, militant de la LCR  
Roland Mérieux, militant Alternatif  
Gérard Morlier, militant associatif  
Philippe Nekrouf, militant socialiste progressiste  
Jean Sanchez, militant AREV

N° 101 mars 1999  
7<sup>e</sup> année de parution

Commission paritaire des  
Publications et Agences de Presse numéro 11077

Directeur de publication : Jacques Adrien  
militant socialiste progressiste

RAG : Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 01.64.91.32.75

Imprimé par nos soins

## RAPPEL : SANS PLUS, MAIS PAS MOINS

Les militants qui ont fondé "Rassembler à Gauche" se sont fixé pour ligne de conduite de ne pas prendre position pour tel ou tel candidat ou liste dans les élections politiques. Cela ne veut pas dire que nous nous intéressons aux problèmes de la cité, du pays ou de l'Europe dans une neutralité bienveillante à l'égard de chacun, et surtout en dehors des débats concrets qui intéressent les destinées de la gauche tout entière.

De notre point de vue, qui est celui de rassembler à gauche sur une perspective antilibérale, donc de rupture avec la gestion gouvernementale socialiste actuelle, nous pouvons ouvrir le débat dans nos colonnes sur telle ou telle liste en présence. Sans plus, mais pas moins.

La rédaction de "Rassembler à Gauche"

### PRÉPARONS LA RÉUNION DU 8 AVRIL !

par Robert Duguet

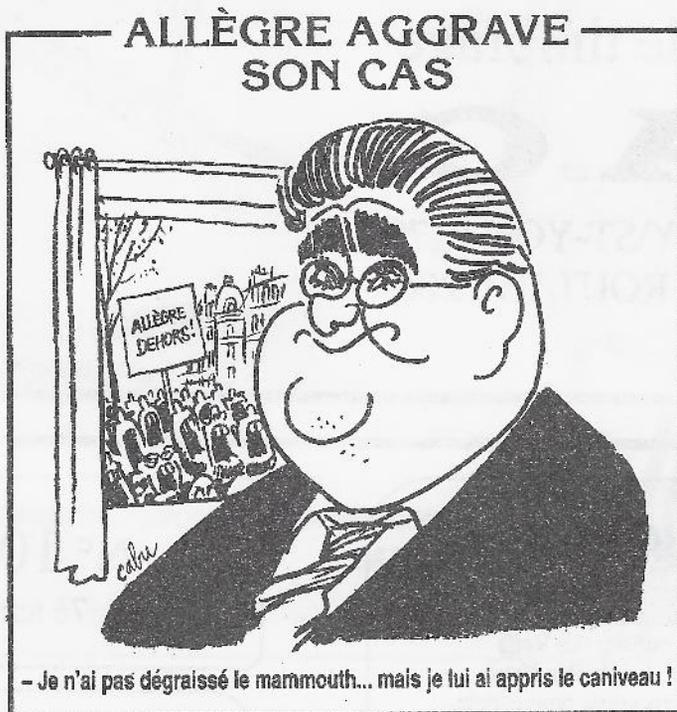
Encore une fois nous devons prendre la mesure de la situation politique. Lorsque nous avons créé "Rassembler à Gauche", l'essentiel des membres du Comité de Rédaction étaient membres d'une force politique (PCF, Verts, Gauche Socialiste, puis CAP, MDC...) RAG dans l'histoire politique du département de l'Essonne dans la dernière décennie a rempli une fonction : celle d'exprimer en dehors des appareils politiques existant ce qui pouvait difficilement se faire à l'intérieur, sans placer nos propres camarades dans des situations ingérables. La difficulté pour RAG en fait c'était de vivre et prendre des initiatives en période d'élections, puisque chacun se situait alors sur des créneaux politiques différents. Sur l'existence d'un cadre de réflexion et d'élaboration politique qui maintenait un carrefour, sur la qualité d'une discussion qui existait et qui ne pouvait se mener librement dans le cadre des vieux appareils, nous avons maintenu un cap modestement, mais nous l'avons fait. Ainsi le bilan du mitterrandisme n'a jamais été tiré jusqu'au bout par les forces qui se situaient alors à gauche du PS. Aujourd'hui les dites forces sont retombées dans les vieilles ornières. Cependant à la veille d'élections politiques, chacun a pu remarquer que nous étions contraints de marcher sur la pointe des pieds.

Les composantes de la gauche critique se sont globalement couchées devant l'opération gauche plurielle: ceci a des conséquences directes sur le comité de rédaction de RAG. Certains nous ont quitté au nom de la politique de leur appareil, d'autres ont fait le choix de leurs idées contre leur organisation. Sylvie Meyer, membre de la direction du PCF, est partie. Il est difficile de concilier le combat pour le socialisme avec ceux qui fichent les sans-papiers ou qui virent les chômeurs des ANPE à coup de crosse, nous voulons parler

du MDC. Fiterman se découvre une vocation de militant du PS, en cassant au passage la CAP...la décomposition continue et elle n'est pas terminée. Ce qui change considérablement l'équation de départ.

Aujourd'hui nous sommes placés en face de deux problèmes : une montée en puissance du mouvement social, notamment dans l'Education Nationale, alors que le gouvernement de la gauche plurielle revendique sa solidarité avec les réformes de destruction libérale du service public d'enseignement; des élections européennes, qui, si elles ne mobiliseront guère les foules, risquent cependant de modifier le rapport des forces politiques en présence. Je suis de ceux qui pensent que la liste Krivine-Laguiller peut focaliser une réaction à gauche des appareils PC-PS. Même si l'accord Krivine-Laguiller n'a hélas qu'un contenu électoral, il y a place pour une discussion avec ceux et celles qui voteront pour cette liste. Il est de la responsabilité de RAG d'intervenir sur ce champs politique précis. C'est le

point de vue que j'ai défendu lors de la dernière réunion du Comité de rédaction. Les réunions publiques que RAG a organisé, et qui rappelons-le furent des réussites, étaient directement nourries par le mouvement social de l'automne 1995. Nous étions portés et nous militions alors pour un débouché politique. Est-ce impossible aujourd'hui? Impossible, non. Difficile, certainement. Nécessaire, incontestablement. De toutes les façons, RAG n'a aucun avenir dans les combines actuelles d'appareils, petits ou grands. RAG n'a d'avenir que dans le combat conscient et méthodique, par delà la décomposition, pour préparer le chemin vers une nouvelle force politique. Sur cette voie, nous avons un seul allié, le mouvement social. □



## ADRESSE AUX SECTAIRES...

par Amaury Couderc

La période des élections a toujours été un moment difficile pour "Rassembler à Gauche". Il en est ainsi depuis 7 ans et la période actuelle ne fait pas exception.

Les règles qui régissent le fonctionnement de ce bulletin sont clairement énoncées et rappelées dans chacun des numéros : "les articles seront signés et n'engageront que leur auteur", la règle est celle-ci et pas une autre qui serait dictée par les besoins du moment ou les péripéties électorales. A aucun moment, pas plus aujourd'hui qu'hier, la présentation ou le soutien à des candidats ou à une liste n'a été donné ou apporté au nom de l'ensemble de la rédaction de RAG, mais toujours dans des articles signés ou co-signés nominativement et assumés par leurs seuls auteurs.

En effet, dans une rédaction qui comporte des membres de plusieurs organisations politiques, comment pourrait-il en être autrement ?

A ceux qui contestent le fait qu'une majorité du comité de rédaction ait pris position en faveur de la liste LO-LCR, je pose la question :

Faut-il à la veille de chaque élection cesser de faire paraître notre bulletin ?

Faut-il censurer ce bulletin ?

En ce qui me concerne, je pense qu'il doit rester ce qu'il est et permettre à chaque sensibilité de la gauche de pouvoir s'exprimer (même sur le soutien à une liste ou à des candidats). Ce n'est pas simple, ce n'est pas évident. **Aucun bulletin ou journal ne pratique de cette manière...** Ces difficultés justifient à elles seules l'existence de cette équipe et de ce bulletin. Chacun de ses rédacteurs, sans concession, avec la rigueur de ses propres analyses, mais aussi avec la volonté de trouver des solutions communes à la crise qui divise la gauche, continuera au lendemain de

ces élections à redoubler d'effort et d'imagination pour rassembler, mais à gauche, et pour faire une politique de gauche.

Je mets en garde les apprentis sorciers qui, tant au PS qu'au PC, chez les Verts et même à gauche de la gauche sont pris aujourd'hui dans l'illusion d'une hégémonie retrouvée et même d'un socialisme propre à chacun d'entre eux. Je les invite à mieux regarder du côté du mouvement social, d'une part, mais aussi de ce qui semble les intéresser par dessus tout : leurs électeurs.

gouvernement, mais pour une grande part des manifestants, c'était aussi la condamnation de ce gouvernement.

Les électeurs commencent à traduire dans les urnes cette désaffection des partis dits "de gauche" mais pratiquant une politique de droite (PS, PC, Verts, Radicaux). Lorsque les électeurs sanctionnent le candidat communiste aux élections législatives d'Aubagne, ce n'est pas seulement la triche aux élections qui est sanctionnée, mais la politique du PC qui permet aux socialistes, par l'abstention d'une majorité de ses députés à l'Assemblée

Nationale, de privatiser le secteur public et de faire passer la loi "Chevènement/Pasqua" qui condamne aujourd'hui un militant (responsable) de la CGT à 1 an de prison (certes avec sursis), simplement pour avoir aidé un étranger en situation irrégulière à rester sur le territoire français. La grande mutation du PC prioritairement orienté vers des personnalités proches du PS ne change rien à cette situation ambiguë et au grand écart de sa direction.



Le mouvement social dépasse les clivages des partis dans les luttes revendicatives et n'hésite plus à dire "Tous ensemble" ses désaccords avec la politique libérale de la "gauche plurielle". Les mots d'ordre qui ont émaillé la manifestation des enseignants à Paris devraient interroger les responsables politiques, d'autant plus que les manifestants se réclament ouvertement à gauche. *Allègre démission, Jospin trahison. Non à la charte, oui à la gauche.* La tonalité générale de la manifestation était bien la condamnation de la politique du

Même si, comme il est tout de même souhaitable, les électeurs faute d'autres perspectives, choisissent de voter pour la liste LO-LCR, il faut se rendre à l'évidence qu'au fur et à mesure de la campagne le sectarisme de ces deux organisations n'ouvre aucune perspective de rassemblement des forces anticapitalistes autres que celles de la Ligue et de LO réduisant cette liste à un tête à tête trotsko-trotskyiste...

Aujourd'hui, seul le mouvement social dans sa diversité peut ouvrir une perspective à une situation politique de plus en plus bloquée. □

## LA LISTE HUE-FRAISSE N'EST PAS NOTRE LISTE

par "Gauche communiste du PCF"

Cette liste est véritablement une liste caméléon. On y trouve tout. C'est une liste pour un "libéralisme à visage humain". En effet, madame Fraisse déclare au journal l'Humanité : "Voter oui à Maastricht était pour moi pragmatique... Il fallait poursuivre la construction de l'Europe... La suite de l'histoire

m'a donné raison... C'est aujourd'hui une chance pour les droits sociaux."

Dans cette optique, on comprend mieux le vote de la direction du PCF à l'Assemblée nationale permettant d'enclencher le processus de privatisation d'EDF, qui se traduira à terme .../...

par des licenciements et des hausses de tarifs pour les usagers. Cette liste n'est donc pas antimaastrichienne. Plusieurs candidats pourraient sans problème figurer sur la liste du Parti socialiste; ils sont interchangeables comme Fodé Sylla ou Philippe Herzog, tous deux en position éligible alors qu'Aline Pailler, qui, au cours du mandat, a défendu de justes positions se retrouve en position d'inéligibilité.

Les membres du Parti communiste sont réduits à un rôle d'exécutants (distribution de tracts et collage d'affiches). Ni dans la composition de la liste, ni dans le choix du titre et l'élaboration de son programme ils n'ont eu leur mot à dire. Belle démocratie ! Robert Hue le confirme : "C'est la liste elle-même qui définira son programme ainsi que son nom". Et il ajoute : "Elle n'est ni pour, ni contre le gouvernement."

Une liste présentée par le parti communiste devrait être une liste qui dit clairement NON à l'Europe capitaliste, NON aux Traités de Maastricht et d'Amsterdam, NON à la destruction

des acquis sociaux et démocratiques, NON aux privatisations. Elle serait aussi une liste qui dit OUI à une vraie politique de gauche, OUI à la perspective d'une Europe démocratique de républiques réellement socialistes.

Cette élection aurait pu être une chance pour notre peuple, lui permettant d'imposer un virage politique à gauche. Une liste franchement à gauche aurait rassemblé largement les acteurs du mouvement social : syndicalistes, chômeurs, féministes, antiracistes, antifascistes, sans logement, sans-papiers, lutte contre le sida etc...

Malheureusement la liste Hue-Fraisse ne le permet pas.

Nous appelons les militants et les électeurs communistes à intervenir pour refuser cette

liste maladroitement électoraliste et à imposer démocratiquement une liste ouverte, réellement antilibérale, une liste pour une vraie politique de gauche en France et en Europe. □



Je souhaite : Prendre contact

Recevoir la documentation

M'abonner au journal *Gauche communiste*

M'abonner à la revue théorique *Prométhée*

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Tel : .....

Gauche communiste du PCF : 42, boulevard Félix Faure 93300 Aubervilliers

email : [efabrol@wanadoo.fr](mailto:efabrol@wanadoo.fr)

## L'EUROPE LIBÉRALE EST BIEN L'EUROPE SOCIAL-DÉMOCRATE...

par Bernard Fischer

Judi 11 mars 1999, les médias annonçaient le même jour la démission d'Oscar Lafontaine, ministre des finances du gouvernement Schröder, président du SPD, et celle de Michel Deschamps, secrétaire de la FSU. L'Europe glissait encore un peu plus à droite.

Le spectre du mouvement social hante la campagne électorale de la gauche et de l'extrême gauche françaises pour les élections européennes du 13 juin 1999. Il est au centre d'abord de la présentation et de la composition de la liste LO LCR, de ses comités de soutien. La liste LO LCR n'ira pas beaucoup plus loin, elle représentait un trop grand effort, un trop grand pas en avant pour chacune des composantes, il y a trop de pressions, d'obstacles et de

manœuvres contre elle. Le spectre du mouvement social explosera au soir des résultats des élections du 13 juin 1999. Il fige à nouveau le paysage politique et social français, il n'y aura plus d'évolution qualitative avant le 13 juin 1999.

Le mouvement social est aussi au centre de la composition de la liste du PCF. Robert Hue parle d'ouverture. Il s'agit d'abord d'ouverture à droite, en direction des mitterrandistes.

D'autre part, la participation d'un candidat de la liste PC pose particulièrement problème. Il s'agit du secrétaire de la fédération CGT de l'énergie. Sa participation pose problème pour 4 raisons majeures. .../...

## OÙ VA L'ÉDUCATION NATIONALE DANS LE CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE ?

La "réforme Allègre" semble être un condensé de tout ce que enseignants, parents, élèves ont jusqu'ici refusé : baisse de qualité de l'enseignement, aggravation de la sélection sociale, manque de moyens, désir de mettre le système éducatif dans les mains des entreprises. Ce qui se traduit pour l'instant, chez nous, par la remise en cause du mouvement national des nominations et des mutations, l'encadrement des élèves au moyen d'aides-éducateurs payés au SMIC et la diminution du nombre des professeurs.

Pour mieux maîtriser ces problèmes particulièrement inquiétants,

### DÉBAT PUBLIC

mardi 6 avril, à 20h30  
à la Bourse du Travail de Massy

avec Gérard de Séllys

Gare TGY + 300 m, tourner à droite : hôtel Mercure + 200 m.

Premièrement, la fédération de l'énergie CGT n'est pas n'importe quelle fédération CGT. Il s'agit de la première, sinon la seule, fédération CGT signataire d'un accord pour les 35 h du type loi Aubry.

Deuxièmement, cela pose une question élémentaire d'indépendance des syndicats par rapport aux partis, spécialement de la CGT par rapport au PC.

Troisièmement, la gauche plurielle, le PCF, la CGT et sa fédération de l'énergie connaissent récemment une situation de crise importante. Il s'agit du débat et du vote de l'assemblée nationale française relative à l'application de la directive de déréglementation européenne et d'ouverture à la concurrence du marché français de l'électricité, en application des traités de Maastricht et d'Amsterdam. Le secrétaire d'état RPR Borotra, du gouvernement Juppé, signait cette directive en 1996. L'assemblée nationale votait en février 1999 à une petite majorité pour l'application de cette directive. Je citerai simplement le vote du groupe parlementaire PCF. Il y a 35 députés PCF à l'assemblée nationale, il y avait 2 votes pour, 28 abstentions qui permettaient l'adoption du projet, et 5 votes contre.

Quatrièmement, il joue un rôle également, en France comme en Allemagne, dans la question du maintien ou de l'abandon du nucléaire civil, de la production d'électricité par centrales à fissions nucléaires, et, en cas d'abandon, dans quels délais.

Un fait et un argument majeurs sont au centre du bilan du combat contre l'Europe libérale des traités de Maastricht et d'Amsterdam, de la pensée et de la monnaie unique. Onze des treize gouvernements européens sont des gouvernements sociaux démocrates. La gauche socialiste cite et utilise cet argument comme un

parenthèses le temps des campagnes électorales, en raison de la diversité et de la pluralité des tactiques électorales de la gauche et de l'extrême gauche françaises. Cela n'enlève rien à l'existence de "Rassemblement à Gauche" comme lieu et comme espace de discussion et d'action commune à gauche. Ce lieu et cet espace sont d'autant plus indispensables depuis le retour de la gauche au pouvoir en juin 1997. Il y a encore plus de place pour la gauche socialiste, les Verts, le PCF, la LCR, LO, au comité de rédaction, dans les réunions et dans les initiatives de "Rassemblement à Gauche".

L'explosion à répétition des partis de la gauche plurielle est tout simplement la conséquence de leur participation à la gestion libérale, leur contribution à la crise économique et financière libérale mondiale. Il y aura de plus en plus de place pour une véritable politique alternative à la politique de gestion de l'économie libérale en crise.

De plus en plus de militants, de tendances et de groupes de plus en plus nombreux, à l'intérieur et à l'extérieur des organisations politiques et syndicales traditionnelles, incarneront la nécessité de cette politique alternative.

Dans 6 mois, en novembre 1999, ce sera déjà le dixième anniversaire de la chute du mur de Berlin. Ce sera encore une fois l'occasion irremplaçable du bilan de la social démocratie et du stalinisme depuis 1914. □



argument favorable à l'Europe sociale. Il s'agit, à l'inverse, d'un terrible argument accusateur contre la social démocratie. L'Europe libérale est bien l'Europe social démocrate. Sans la social démocratie au pouvoir dans 11 des 13 pays européens, il n'y aurait ni traité de Maastricht, ni traité d'Amsterdam, ni Euro.

Le 8 avril, ce sera la réunion des lecteurs de "Rassemblement à Gauche". Ce sera, à nouveau, une réunion dans les pires conditions politiques, en pleine campagne électorale. Depuis le début, "Rassemblement à Gauche" vit entre

## DUR DUR !

par Gérard Grandamme

Nous n'avions guère eu le choix !

L'Europe, c'était celle de Maastricht ou rien... Or notre refus de cette Europe monétariste et antisociale a été comptabilisé sous la même bannière que le repli ethnique, regrettable ! Ce choix frelaté, imposé sans nuance, témoignait d'un déficit démocratique que nous avons combattu.

**NOUS SOMMES POUR UNE EUROPE DIFFÉRENTE !**

Démocratique, sociale, solidaire et pour un développement soutenable (qui nécessite de repenser l'environnement comme élément indispensable à tout projet de gauche).

Puisque nous avons la possibilité d'influer l'avenir, tentons de ne pas boudier le scrutin européen. Dur, dur !

Les Alternatifs n'ont pas les moyens humains et financiers de s'engager seuls dans cette aventure. Visant au dépassement de notre mouvement par une recombinaison de la gauche et des écologistes, nous sommes donc à la recherche d'alliances, et qui dit alliance, dit compromis.

Les Socialistes ? Il convient précisément de s'en démarquer. Nous contestons la tête de liste des Verts, sympathique et ambiguë camelot, adepte branché du grand écart politique. En tout état de cause, la liste verte est fermée à toute autre organisation et renonce à ce qui nous avaient intéressé dans la candidature VOYNET lors du scrutin présidentiel. Le libéralisme libertaire ? Non ! Les Verts ont choisi la gauche réformiste et agissent en correctifs des excès du libéralisme. On n'est plus très éloigné du ni-ni.

La LCR d'Alain KRIVINE a fait le choix tactique d'une liste commune avec Lutte Ouvrière et c'est bien dommage. Il faut le savoir, L.O. est une secte archaïque, dirigée, non pas par la gentille Arlette, mais par l'énigmatique et inamovible HARDY autour d'un noyau dur de 500 militants sans doute capables de tuer père et mère pour aller au bal des orphelins (c'est une image un peu rude pour les militants sincères, mais c'est ce type d'organisation qui mène à la barbarie). Chez les alternatifs, le rejet est unanime et semble sans appel.

Nous nous sommes donc orienté (à une courte majorité) à figurer sur la liste ouverte du PCF ; 50 % de non-communistes

et parité homme-femme. Le PCF de Robert n'est plus celui de Georges ; le stalinisme, l'obstacle d'hier est à présent résiduel. Pour que cela se concrétise, 3 conditions étaient indispensables :

Un texte de fond acceptable sur l'Europe sociale et le développement durable, ce qui fut fait.

Une liste à plusieurs composantes ouverte au mouvement social.

Une place éligible, et c'est sur ce point que nous avons échoué, la 11<sup>e</sup> place (celle de tous les dangers paraît-il) n'a pas paru suffisante à la majorité des alternatifs. Le PCF a privilégié l'ouverture sur sa droite, encore une fois dommage ! Nous devons maintenant choisir, soit de rester dans notre potager à cultiver nos légumes bio, soit de se positionner sur les lites en présence. Dans ce second cas, deux positions s'affrontent ; choisir la liste Robert HUE ou choisir la Gauche hors parti socialiste sans plus de précision (ce qui manque de cohérence il faut bien le reconnaître).

Réponse dans quelques jours. □

## L'EUROPE EN QUESTION...

par Amaury Couderc

Avec l'Europe, ils nous avaient promis 500 000 emplois nouveaux, c'est en fin de compte la déréglementation du travail, les délocalisations à marche forcée, le chômage de masse.

Avec l'Europe, ils nous avaient promis la paix et agité le spectre de la guerre comme un passé lointain et révolu... c'est la guerre.

L'ONU n'existe plus, elle est morte. L'Amérique et l'OTAN, au mépris de toutes les règles qui régissent les rapports internationaux sont intervenus militairement contre un état souverain. Il ne s'agit pas là de juger de la nature de cet état, demain ce précédent servira à justifier tout type d'intervention et de violation de frontière. C'est à nouveau la loi du plus fort et la porte ouverte à la guerre.

Chacun sait que ce n'est pas le dictateur Milosevic qui sera la victime, mais bien sûr le peuple Serbe (civils, militaires, hommes,

femmes, enfants). Les apprentis sorciers qui, en son temps, ont accepté le dépeçage de la Yougoslavie iront jusqu'au bout de leur forfait, jusqu'à l'embrassement



des Balkans.

Le gouvernement socialiste sous couvert de "gauche plurielle" et avec l'assentiment de la majorité de la droite bafoue la constitution qui prévoit dans son article 35 que le parlement doit voter une déclaration de guerre. (Même Mitterrand, au

moment de la guerre du Golfe s'était plié à cette exigence). Avec un mépris souverain de la représentation nationale, Jospin se contente d'une séance "d'information" sans vote. La totalité des formations politiques acceptent de se déconsidérer et de participer à cette farce, à cette parodie de démocratie qui relègue le parlement français au rang de Chambre d'enregistrement.

Encore une fois, les dirigeants socialistes alliés à la droite pour la circonstance font œuvre de guerre. Pour ceux de ma génération, cette attitude a des relents de déjà vu : en 1954, le "Front Republicain" à direction socialiste, qui s'était fait élire pour faire la paix en Algérie, a mené pendant 7 ans une guerre horrible, camouflée sous le qualificatif de "maintien de l'ordre". Là non plus, ce n'était pas la guerre, disaient-ils. Elle a pourtant fait plus d'un million de morts... □

"Rassembler à Gauche" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"Rassembler à Gauche" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leur auteur.

Jeudi 8 avril 1999

Réunion des lecteurs de  
"Rassembler à Gauche"

Salle de la mairie à 21h

Mairie de Saulx-les-Chartreux  
62 av de la Division Leclerc 91160

(voir plan au dos)

- Deux ans de gouvernement de la gauche plurielle ! Etat des lieux
- Les élections européennes
- Perspectives de recomposition **mais à gauche**